

Kristin Ross

Professeur de littérature française et comparée à New York University. Auteure de *Mai 68 et ses vies ultérieures*, éd. Complexe-Monde Diplomatique, 2004.

L'engagement et ses vies ultérieures

Professeur de littérature française et comparée à l'université de New York (New York University), Kristin Ross est l'auteure de plusieurs travaux sur la culture politique et l'histoire culturelle françaises. Kristin Ross s'est particulièrement tournée vers la littérature française et francophone moderne et contemporaine, ainsi que vers la culture populaire, mais elle nourrit également un intérêt non négligeable pour l'histoire urbaine et l'histoire révolutionnaire. Ses recherches associent plusieurs perspectives dans une approche originale, qui cherche à replacer les phénomènes culturels dans leur contexte social et politique afin de leur rendre leur historicité. En 1995, elle produit une analyse novatrice du rôle que jouent la modernisation et la décolonisation dans la culture française des années 1950 et 1960, dans un ouvrage traduit en français¹. Son ouvrage publié en français au printemps dernier², cherche à redonner à Mai 68 toute sa dimension politique, à l'encontre des représentations habituelles visant à faire de l'événement un non-événement, ou la révolution culturelle d'une génération. Elle insiste sur l'union inédite entre la lutte ouvrière et la remise en question idéologique du gaullisme, de l'impérialisme et du capitalisme. Son dernier ouvrage (non traduit en français à ce jour), codirigé avec Andrew Ross, trace une topologie du sentiment antiaméricain dans les différentes régions et cultures affectées par la mondialisation et l'influence américaine.

ContreTemps Dans quelle mesure votre intérêt pour Lefebvre et les situationnistes vous a-t-il conduit à vous pencher sur la transformation de l'espace social dans votre recherche sur Rimbaud³? Qu'est-ce qui vous a poussé par la suite, pour votre deuxième livre à vous éloigner de l'histoire sociale et la littérature françaises de la fin du XIX^e siècle pour examiner la période de 1955-1965 en particulier?

Kristin Ross L'intérêt que j'ai eu à travailler sur Rimbaud et le mouvement culturel sous la Commune de Paris, un de mes premiers objets de recherche, surgissait déjà du prisme de Mai 68, dans la mesure où les penseurs que je lisais au plus près à l'époque, c'étaient Lefebvre et Jacques Rancière. Par la suite, quand j'ai commencé à me tourner vers les années 1950 et 1960 en France, il me paraissait approprié de centrer ma recherche sur la restructuration

physique et sociale de la ville historique [de Paris], qui s'est soldée par un démantèlement quasi systématique de toutes les dispositions spatiales existantes au cours de ces années que certains qualifient de « seconde Haussmannisation ». Suite au travail que j'avais fait sur la Commune, il m'était plus facile de comprendre comment, à l'image des ouvriers et futurs Communards du XIX^e arrivés récemment de province, les ouvriers immigrés qui ont servi au projet de renouvellement urbain vers le milieu du XX^e siècle ont joué un rôle double : à la fois celui d'instruments et celui de victimes de la transformation, dans la mesure où en conséquence de ce processus de transformation, ils furent expulsés dans les banlieues, et exclus par de nouvelles formes de ségrégation sociale. Ainsi, mon premier livre établit les traces de la consolidation d'une classe expéditionnaire coloniale dans les années 1870, période d'expansion considérable de l'entreprise coloniale française. Il traite du déclin de l'empire, du fracas de ses morts à la retraite aux confins de l'Hexagone. Je conçois donc ces deux livres comme formant des sortes de presse-livres que l'on pourrait placer de part et d'autre de l'empire. Si certaines catégories sociales restent les mêmes, le journalier par exemple, d'autres – la grande figure balzacienne du notaire, ou celle de la midinette chez Zola – sont réinventées : surgissent les figures du promoteur immobilier, du jeune cadre dynamique, de la ménagère technicienne. Le premier livre comme que le deuxième montre que la littérature, ou plus précisément le rôle ou le statut de la littérature dans les mouvements et débats culturels constitue à chacune des deux périodes une préoccupation non négligeable. Néanmoins, alors que pour la période du commencement de l'empire, à la fin du XIX^e, toute une gamme d'angoisses, rêves, fantasmes, thèmes ou débats historiques et sociaux se reflète dans l'unité de l'œuvre d'un poète aussi extraordinaire qu'Arthur Rimbaud, un penseur qui ne s'attela à rien de moins qu'à écrire son siècle, par une écriture qui prit la forme de la fiction la plus concentrée qui soit : la poésie. J'ai été frappée en revanche de constater que la période contemporaine ne comporte pas de surgissement unique d'une grande figure littéraire majeure. Le cinéma, la publicité, l'avènement de l'ère visuelle, et le renforcement de la sociologie dans les années 1960, avec l'appui des institutions, tous ces éléments se sont avérés aussi indispensables que la littérature pour mener à bien l'étude que je tentais d'accomplir.

Dans *Aller plus vite, laver plus blanc. La culture française au tournant des années 1960*⁴, vous semblez dresser un portrait antinomique de la société française de la période 1955-1965, articulé autour d'un paradoxe : en dépit de brutaux changements qui la secouent, la société française parvient à maintenir une impression de continuité grâce au paradigme de la modernisation à tout prix ; ce qui en réalité, sert aussi l'intention d'effacer tout élément

colonial de la culture française. Pensez-vous que l'on puisse qualifier ce changement de cap dans votre parcours intellectuel de déplacement vers une approche qui serait plus du ressort des études culturelles ?

Le projet de *Aller plus vite, laver plus blanc* a surgi dans une certaine mesure à partir d'une simple observation empirique à laquelle mes étudiants et moi sommes arrivés en séminaire : la quantité manifeste d'épaves de voitures dans les romans et films français des années 1950 et 1960. Ce caractère prédominant des épaves de voiture, qui joue un rôle central dans l'intrigue, dans les romans de Christiane Rochefort ou les films de Dhéry m'a ramené à la merveilleuse analyse que Wolfgang Shivelbush fait des empreintes laissées sur le paysage psychique du XIX^e siècle par les chemins de fer, les accidents de train, et l'industrialisation du voyage. L'une des choses dont je me suis rendu compte en écrivant *Aller plus vite, laver plus blanc*, c'est que si ce sont les Allemands (Simmel, Benjamin, Kracauer, et par la suite, Shivelbush) qui ont inventé les études culturelles françaises à travers leurs analyses oh combien riches et suggestives de la culture urbaine française, en revanche, ce sont les Français eux-mêmes qui, après la Seconde Guerre mondiale, ont entrepris de tracer les contours des angoisses, fantasmes et malaises qui ont accompagné l'idéologie de modernisation et le basculement complet dans de nouvelles pratiques de consommation, sous la direction de l'État. Grâce à des ouvrages comme *Mythologies* de Roland Barthes, *Critique de la vie quotidienne* d'Henri Lefebvre, ou une revue telle qu'*Arguments*, travaux interdisciplinaires qui relèvent à la fois de l'histoire, de la sociologie, et des études littéraires, une première approche des études culturelles à la française a vu le jour, et le concept de « vie quotidienne » a gagné le statut de concept théorique. La publication de livres tels que *Mythologies* ou *Critique de la vie quotidienne* constitue un événement, en ce sens qu'elle marque une rupture importante au niveau de l'expérience vécue, mais permet également d'inventer une forme d'analyse de l'expérience vécue tout à fait nouvelle en France pour l'époque. On assiste à un déplacement des anciennes grilles de lecture et à une réorganisation d'encore plus anciens concepts ; on procède ainsi à un regroupement d'éléments nouveaux et anciens, qui se trouvent reconfigurés autour d'ensembles d'hypothèses et de constellations thématiques radicalement différents. Ces livres visent à construire une histoire critique du présent, dans laquelle le présent n'est plus simplement perçu en tant qu'objet de description ou de documentation, mais où il devient objet de critique idéologique. Pourtant, aucun de leurs auteurs n'avait de formation d'historien professionnel. Abandonnant une approche macrosociale de l'histoire prônée par la deuxième Internationale au profit d'une lecture passant par le prisme de la « vie quotidienne », ces œuvres ont donc mis en avant une nouvelle façon

d'aborder la culture, la conscience et l'expérience ; en effet, « culture » et formes de plaisir font alors partie intégrante de l'analyse, indispensable à une conception adéquate des transformations historiques, passées et présentes. Bien que je ne l'aie pas souligné à l'époque, il me semble que ce sont des textes que l'on peut comparer avec certains travaux majeurs réalisés en Angleterre exactement à la même époque, la fin des années 1950, comme l'œuvre de Hoggart, *La Culture du pauvre*⁵ ou celle de Raymond Williams, *Culture and Society*⁶. Ces deux projets, britanniques et français, ont cela en commun qu'ils se fixent sur du contemporain, c'est-à-dire qu'ils sont façonnés par la pression immédiate de la société d'après-guerre au cours de laquelle ils furent rédigés, mais se constituent en même temps en réponses à cette pression. Simultanément analytique et politique, empirique et utopique, le concept de « vie quotidienne » joue chez Henri Lefebvre le rôle que joue chez Williams le concept de « culture ». À cela près que les ouvrages français sont le signe d'une conscience d'une contradiction de l'époque spécifiquement française, nationale, que les événements qui se déroulaient au même moment en Algérie n'ont que trop mis en lumière : cette façon dont la France assumait cette fonction de nation à la fois exploitante et exploitée, ce rôle à la fois de dominant et de dominé ; car elle exploitait les populations coloniales au moment où elle-même devait subir le joug des États-Unis, notamment à travers une plus étroite collaboration ou fusion avec le capitalisme à l'américaine. Ainsi, si pour écrire l'histoire de cette période, ma propre perspective s'est approchée des « études culturelles », cela est en partie dû au fait que cette même perspective est un produit de la période en question, une perspective qui en France émergea en quelque sorte comme une expérience vécue avant d'être nommée comme telle.

Mais à cette époque, il est devenu évident pour nombre d'entre nous que lors de leur exportation du Royaume-Uni vers les États-Unis, les études culturelles avaient perdu tout caractère marxiste, dans l'assimilation de cette discipline à une célébration de l'ici et maintenant. La traduction et la lecture de fonctionnalistes tels que Michel de Certeau a renversé la façon dont on entendait les notions de pouvoir et de résistance, et c'est ce renversement qui a formé la base de l'idée de résistance ludique par la consommation, telle qu'elle a été développée par les études culturelles anglo-américaines. Là encore, Henri Lefebvre, penseur plus nuancé du quotidien, me paraissait plus utile pour ma réflexion : car si d'autres penseurs avaient l'air convaincu que l'on touchait à l'accomplissement total de la relation marchande (ce que Marx appelle « la subsumption totale »), Lefebvre lui, même dans les œuvres qui tendent à promouvoir au maximum une approche spatiale, ne s'est jamais lassé de montrer en quoi le capitalisme maintient, et même produit l'inégalité, et par consé-

quent, en quoi il produit également des temporalités différentielles, que Bloch appelle « non-contemporanéités ».

Que pensez-vous de la position d'Althusser sur le rapport entre « Mai étudiant » et « Mai ouvrier », publiée en 1969? Dans quelle mesure estimez-vous son analyse (selon laquelle l'événement majeur de Mai 68 demeure avant tout la grève générale, et que les actions menées par les étudiants et les intellectuels constituent un événement subordonné à la grève) moins rigoureuse ou moins convaincante que l'approche chronologique qu'Henri Lefebvre adopte dans *L'irruption...*⁸, dont l'argument principal revient à considérer à l'inverse d'Althusser que la grève générale des ouvriers a été un événement subordonné au mouvement étudiant, lycéen, et intellectuel ?

Je ne vois pas ce que l'on gagne à définir la relation entre « Mai ouvrier » et « Mai étudiant » en termes de subordination. Je pense que j'ai dû probablement envisager cette relation comme relation paratactique plus que relation hypotactique. L'idée clef de Mai tel que je l'ai compris réside dans l'union de la contestation intellectuelle et de la lutte ouvrière – bien que cette union ait été simultanément accomplie et manquée, confirmée et fantasmée, empêchée, impossible, soumise aux répressions d'une part, et aux déceptions et manipulations d'autre part, une source de grand enthousiasme, qui faisait depuis peu partie intégrante du quotidien. C'est pourquoi mon objectif était de retracer l'historique de cette idée clef en particulier, et notamment d'examiner ses déplacements, qu'elle a subi au travers du tournant que prend l'historiographie après 1968.

Dans votre analyse de l'interprétation historiographique de « Mai » dans les années qui suivent immédiatement les événements, vous choisissez de vous concentrer uniquement sur trois périodiques : *Le Peuple français*, *Les Cahiers du Forum-Histoire*, et *Révoltes logiques* (ce dernier dirigé par Jacques Rancière). Quelles sont les raisons qui ont motivé ce choix, et plus spécifiquement, en quoi ces études de cas sont-elles particulièrement représentatives d'une tendance historiographique, au-delà du simple « mérite qu'[elles] avaient d'être des efforts collectifs, enracinés dans la pratique, allant *a contrario* de la recherche académique, par le caractère collectif de la recherche, de l'écriture, et de la prise de décision » ? Avez-vous envisagé de vous pencher sur d'autres publications historiques émanant d'autres groupes, ou encore de groupes moins marginaux sur la scène politique, tels que par exemple, les revues du PSU, ou *Critique communiste*, et si tel est le cas, pourquoi avez-vous choisi de ne pas les prendre en compte ?

À lire vos questions, on pourrait croire que les revues sur lesquelles j'ai choisi de travailler se contentent de produire des interprétations de Mai, mais ce n'est pas le cas : ce sont des projets, des lieux de réflexion où l'on tente de déchiffrer certaines aspirations ou idées politiques de Mai au travers des

questions du passé, de la représentation des ouvriers, autant qu'elles présentent des opportunités d'effectuer une critique de l'écriture de l'histoire, ce qui revient à trouver une forme alternative d'écriture de l'histoire. Aussi mon projet n'était-il pas de faire une enquête sur le spectre idéologique de cette époque, ou une étude comparative de la littérature des organes de presse des différents groupes politiques. Mon objectif consistait essentiellement à retrouver la trace de cette idée clef, qui vers le milieu des années 1970 s'articule autour de la question de la représentation, du problème des voix ouvrières, et de la diversification de l'identification à la classe ouvrière ; et c'est en ce sens que ces trois revues, aussi obscures qu'elles puissent paraître, ont été les sites les plus fertiles pour aboutir à une réflexion continue sur cette question en particulier, réflexion comprise dans le contexte du débat plus général mais aussi plus précis sur l'écriture de l'histoire et la représentation du passé. Mon intention n'était pas du tout de dresser une sorte de catalogue sociologique, dont le manque est d'après Bensaïd une des faiblesses de mon livre, qui présente selon lui une image très déformée de la réalité. À cet égard, je me demande bien quelle image de la réalité autorise Bensaïd à qualifier mon travail de déformation de la réalité ; à moins qu'il ne s'agisse là du concept d'exhaustivité dans la sélection ou classification des sources, se devant de rendre compte de la variété des publications et revues de l'ensemble des groupes. Mais selon moi, l'exhaustivité n'a jamais permis de traduire une image plus vraie de la réalité.

Quelle réponse feriez-vous à la critique de Daniel Bensaïd¹⁰ selon laquelle votre ouvrage reste une tentative inconsistante de réhabilitation et re-légitimation de l'événement parce qu'elle n'est pas assez ancrée dans la pratique, ce qui conduit à une « hypostase fétichisante »¹¹ de Mai 68 et produit en réalité l'effet inverse à son ambition de départ. Selon vous, dans quelle mesure est-il possible de dépasser l'aporie de la politisation purement verbale et abstraite ? Comment redonner toute sa « dimension politique à cette controverse » ?

Si je comprends bien l'objet de sa critique, il me semble que Daniel Bensaïd incorpore mon travail à une critique plus globale qu'il a formulée en d'autres lieux ; il s'agit d'une critique d'une tendance générale qu'il perçoit dans le travail d'Alain Badiou (et dans une moindre mesure, dans celui de Rancière), qui dans l'énonciation même « d'événement », caractérisé par son intermitte et sa rareté, ne ferait ressortir que le caractère sublimé et esthétisé de cette notion. Néanmoins, je pense que la position de Daniel Bensaïd à ce sujet se fonde probablement en partie sur une division du travail un peu trop simple entre la politique et l'esthétique, division qui découle certainement d'une formulation peut-être exagérée de commentaires post-benjaminien sur l'esthétique et l'histoire, qui s'est malheureusement transformée aujourd'hui

d'hui en une peur surdéterminée de l'esthétique. Pendant un certain temps, on nous a enseigné à tous que la pire chose au monde, c'était l'esthétisation de la politique ; pourtant, la politique est inséparable de sa dimension esthétique. De fait, énoncer que des événements du passé sont « représentés », ou qu'ils doivent être « reconstruits » ou « remis en scène » dans un contexte ou une conjoncture particulière, ne constitue en aucun cas une simplification, hyperbolisation, ou encore sublimation des événements ; c'est la simple condition pour les rendre (à nouveau) visibles. En vérité, plus je songe à cette « séparation » entre politique et esthétique dans la critique de Bensaïd, plus elle me semble refléter la division entre base et superstructure ; auquel cas, quand Bensaïd dit que je ne parviens pas à penser le concept de « pouvoir », il substitue la notion de « base » à celle de « pouvoir » dans sa conception de ce dernier.

Pour autant, je ne crois pas que mon ouvrage soit coupable de fétichisation à l'égard de l'événement de 68. En effet, sur environ un tiers du livre, il est question d'établir, de la façon la plus matérielle possible, la place des mouvements algériens et anticoloniaux qui précèdent les événements de 68, qui forment la préhistoire de l'agitation ouvrière : une continuité directe et des sociabilités se sont instaurées, et font le lien entre la politique de résolution du conflit dans la guerre d'Algérie, les séquelles des succès des guerres de libération nationale, à l'insurrection de Mai, en passant par toute une politique tiers-mondiste qui s'avère durable et se prolonge assez loin dans les années 1970, peut-être même au-delà. Ce que je voulais démontrer, c'était comment les événements politiques de Mai nourrissent un lien étroit et inextricable avec la mémoire politique telle qu'elle est définie par la décolonisation. Comme je l'ai déjà dit auparavant, je voulais « soutenir la tension inhérente à Mai, entre un "événement" et une période d'une vingtaine d'années, du milieu des années 1950 jusqu'au milieu des années 1970¹² ». Il me semble donc que ma démarche ne constitue d'aucune façon une hypostase de l'événement. Bien au contraire, j'ai pris le contrepied du cliché bien connu que l'on entend toujours dans les récits populaires de 68 du « coup de tonnerre dans un ciel serein », selon lequel une France prospère qui s'ennuyait aurait été prise d'une soudaine fièvre d'irrationalité. De plus, ma décision de terminer mon livre sur les grèves de 1995 procède avant tout d'un désir d'éviter toute fétichisation de cet événement de 68. Mais pour moi, la comparaison ne doit pas non plus se réduire à suggérer une continuité ininterrompue entre ces deux événements. Il faut commencer par penser les événements en termes de disparités, car si l'on ne cherche que les éléments de continuité, on tombe inévitablement dans la simplification de l'objet de pensée. Certes, il faut reconnaître que les grèves de 1995 comme celles de 1968 ont subi un immense procès de simplification.

Toutefois, on ne peut nier qu'il existe un élément de continuité, un fil rouge qui court entre les années pour relier les deux événements. Or si j'ai choisi de ne pas me pencher sur la gauche politique de la période intermédiaire entre 68 et le début des années 1990, avec ses débats, ses partis, ses ouvriers et ses activités militantes, c'est parce qu'il ne s'agissait pas là de mon sujet de recherche. Je me suis essentiellement centrée sur les questions de représentation, ou pour être plus précise, la représentation des années Mai 68. J'ai dû par conséquent me détacher de la perspective de la gauche des années 1980, afin de retrouver la trace d'une somme considérable de travail concerté de narration de l'événement, qui a lieu pendant les hypocrites années Mitterrand, et visait à transformer 68 en son exact contraire, c'est-à-dire une sorte de moment fondateur ou précondition de l'ordre du jour néolibéral. Toutes ces formules simplificatrices, ces techniques d'aplanissement, toutes les réductions et manipulations les plus variées qui sont les seuls éléments qui restent d'un événement que l'on a transformé en une série de tropes : tout cela fait également partie de l'histoire d'un événement. Ma recherche visait surtout à suivre ce processus de transformation de 68 jusqu'au bout, et non de produire une sorte de reconstitution synchronique de l'événement qui aurait pris en compte l'ensemble de tous les divers acteurs, participants, et positions – une reconstitution qui selon ce que Bensaïd a l'air de suggérer permettrait enfin de produire une image non déformée de la réalité.

Aussi, il me semble vouloir réfuter la lecture que Bensaïd fait de mon livre à deux égards. D'abord, je n'ai jamais considéré Mai 68 en tant qu'événement « absolu et inconditionné ». Cependant, je suis non seulement convaincue que le pouvoir d'un trope historique dérivant d'un événement tel que 68 découle précisément de l'excès de l'événement, qui nous contraint, et continue de nous contraindre à le suivre jusqu'au bout, mais je crois aussi que cet excès représente une optique qui permet de comprendre les divers courants et trajectoires politiques qui s'en sont ensuivis : c'est précisément l'excès d'un événement qui permet de mieux distinguer les autres activités, histoires et trajectoires.

Comme vous le signalez en conclusion, la vie ultérieure de Mai, que l'on a vu surgir ces dernières années, et qui constitue même peut-être à ce jour la vie ultérieure la plus durable de Mai, s'est cristallisée autour des grèves de décembre 1995, où une forme de retour du refoulé a accompagné la transformation et reconfiguration des mouvements sociaux. Dans quelle mesure estimez-vous que l'héritage de Mai soit valable pour l'étude des mouvances et mouvements altermondialistes en France, pour ce qui a trait à leur intensité, ténacité et capacité à se maintenir sur la durée, et enfin l'étendue de leur rayonnement ?

Lors de la publication de la traduction française du livre au printemps dernier, je suis venue en France pour en parler, ce qui coïncidait avec la période de la

campagne précédent le vote pour le référendum sur la constitution européenne. Certaines discussions ont eu lieu dans des librairies, d'autres dans des réunions des « Amis du *Monde Diplo* », où il m'a semblé observer l'avènement d'une organisation particulièrement efficace de la campagne sur le référendum. En particulier dans le Sud de la France, à Montpellier et Toulouse, où j'ai rencontré des jeunes gens qui avaient lu mon livre et se sentaient en résonance avec mon livre dans leurs propres efforts ou tentatives d'organisation d'une campagne du « non » sur le référendum européen, capable de rencontrer un certain écho. Pour la plupart d'entre eux, ces jeunes gens prenaient une part active au mouvement altermondialiste, et tenaient un discours extrêmement clair sur leurs raisons de voter « non », et sur leur désir d'une autre Europe, sociale, écologique, et démocratique. Ils s'exprimaient aussi très clairement sur les débats au sein du mouvement altermondialiste, par exemple sur le débat entre la position anticapitaliste, et ceux qui croient qu'une distribution plus juste et plus équitable est possible.

Pour vous, l'engagement est-il un débat purement marxiste ? Quelle place accordez-vous à l'engagement intellectuel en tant que pratique politique qui participe d'une transformation sociale ?

Non, l'engagement est loin de se réduire à un simple débat marxiste. Aujourd'hui par exemple, je suis impliquée dans une lutte sur le terrain au sein de ma propre université, New York University, qui, à l'image de nombreuses universités privées américaines, a choisi d'adopter totalement une structure d'entreprise, qui ne se distingue en rien de celle d'Enron. Le président de notre université, qui gagne plus de 750 000 \$ par an, a été directement élu par le conseil d'administration, qui ne comporte aucun étudiant ou membre de la faculté. On a assisté à une érosion spectaculaire de la participation des facultés dans l'administration de l'université. En ce moment, notre mouvement est dirigé par des étudiants diplômés¹³, organisés en un syndicat (qui est le seul et unique en son genre pour une université américaine privée), que l'administration a entrepris de « démanteler » l'été dernier. (Il ne s'agit pas d'association étudiante, mais bien d'un syndicat comme tous les autres, composés d'étudiants qui assurent l'enseignement de la majorité des cours pour les étudiants non diplômés¹⁴; par exemple, ils se chargent de l'enseignement de la langue française). Prenant exemple sur le gouvernement Bush, dont le comité de relations patrons-ouvriers est récemment revenu sur le principe souverain selon lequel les concepts d'« étudiant » et de « travailleur » n'étaient pas forcément mutuellement exclusifs, reconnaissant que certains étudiants pouvaient en même temps avoir un emploi, notre président a ainsi décidé de refuser toute négociation avec le syndicat d'étudiants. En consé-

quence, ces étudiants, accompagnés dans leur lutte par certains membres de la faculté, sont en train de préparer une grève, et provoquent des perturbations en tous genres. D'ailleurs, bien que le syndicat leur ait demandé de ne pas participer à une conférence qui se tenait sur le campus il y a de cela quelques semaines, la situation n'a pas empêché Bernard Henri Lévy, et d'autres sartrien de renom, de traverser le piquet de grève pour aller faire leurs conférences sur Sartre ! (Pascal Bruckner a même donné une conférence il y a quelques jours). Donc, vous imaginez la situation : nous avions d'un côté les étudiants/travailleurs, de l'autre, l'UFR de Français de New York University qui refusait absolument de déplacer ou ajourner sa conférence, et enfin, nous avions toute une équipe d'illustres penseurs français ou américains qui insistaient qu'il ne saurait y avoir d'entorse à la règle et aux affaires qui doivent suivre leur cours, et qu'il était hors de question que l'on contrarie leurs projets de faire leur devoir : faire une conférence sur Sartre !

Examinons à présent votre dernier ouvrage paru, *Anti-Americanism*, que vous avez dirigé de concert avec Andrew Ross¹⁵. Comment définiriez-vous ce paradoxe qui semble soutenir l'imaginaire politique américain, d'une tension inhérente entre d'une part, l'idée foncièrement anti-impérialiste d'émancipation et de liberté, et d'autre part une vision expansionniste de l'impérialisme américain, dans lequel « menaces et ennemis » sont nécessaires à la conception même de la notion d'hégémonie ? D'autre part, quelles sont les caractéristiques spécifiques à l'anti-américanisme français ? Pourrait-on envisager l'hypothèse qu'un désir politique mimétique entre les deux pays les oppose l'un à l'autre en tant que rivaux héritiers des Lumières, ou l'exceptionnalisme américain diffère-t-il radicalement de l'exceptionnalisme français ?

Telle que je comprends la question, ce qui importe ne relève ni d'un problème de contenu des représentations de la France aux États-Unis, ou des États-Unis en France, ni d'une rivalité entre deux exceptionnalismes ; l'enjeu se situe plutôt autour de la question de qui produit ces représentations : qui obtient un forum, qui se fait écouter. Aux États-Unis, surtout depuis la marche à la guerre en Irak, nous sommes en présence d'une intégration quasi sans failles des médias avec l'économie, l'État, et le pouvoir militaire. Judith Miller, et les révélations récentes concernant les « arguments en faveur de la guerre » à propos du *New York Times* en sont une parfaite illustration. On a assisté ces dernières semaines à une infime rupture dans l'alignement idéologique [des médias], mais avant, les seuls bols d'air qui étaient autorisés provenaient d'émissions comiques programmées en deuxième partie de soirée sur les chaînes de câble ; ces émissions étaient jusqu'à récemment les seules autorisées à dire ce qu'elles voulaient, probablement parce que c'est l'heure où tout le monde dort. En ce qui concerne la France, les seuls que l'on

entend ou voit [aux États-Unis], ce sont les *compradors* culturels ou les américanophiles professionnels tels que Bruckner ou Lévy, qui dans une certaine mesure, ont construit toute leur carrière sur la répudiation de Mai 68. On leur accorde autant d'entretiens, citations et portraits dans le *New York Times* qu'ils en ont à Paris. Beaucoup de mes amis français ne comprennent pas que je parle si souvent de ces personnages ; ils me disent que personne en France ne prend Lévy et les autres au sérieux. Mais si tel est le cas, comment se fait-il qu'on ne voit qu'eux partout ?

Bien entendu, Lévy et Bruckner ont leurs équivalents américains, des opportunistes qui se sont beaucoup fait voir pendant la marche à la guerre en Irak : des gens tels que Michael Ignatieff, qui qualifie la démarche que poursuivent les États-Unis d'« empire allégé », qu'il définit en tant qu'« hégémonie globale dont les ornements sont l'économie de marché, les droits de l'homme, et la démocratie, imposée par un pouvoir militaire monumental sans précédent ». Dans mon pays, ces dernières années, voilà les déclarations que l'on lisait ou entendait à la télévision au moins deux ou trois fois par jour. C'est ce qui nous a motivé, Andrew et moi, à monter ce projet d'ouvrage collectif sur l'anti-américanisme ; nous avons tenté de mobiliser des universitaires spécialisés dans la recherche sur un territoire particulier (avec des contributions de la part d'asianistes, de latin-américanistes, et ainsi de suite) qui semblaient être en mesure d'apporter des éléments de discussions historiques informées sur ces différentes régions, dans le but de contrecarrer les Ignatieffs, les Huntingtons, les Fergusons, qui prennent toute la place sur la scène intellectuelle.

Dans mon article [sur l'anti-américanisme français], j'ai cherché à soutenir la thèse selon laquelle l'anti-américanisme actuel en France découle dans tous ses aspects de l'anti-impérialisme français (et mondial) des années 1960 et soixante-dix, et non de la rivalité intercapitaliste comme les médias américains l'affirment, ni du phénomène discursif de longue date qui est traité, par exemple, dans le livre de Philippe Roger. À mon sens, il existe un véritable conflit entre les États-Unis et la France (ou avec l'Europe occidentale plus généralement, constituée de pays où le système de protection et de solidarité sociale n'a pas été complètement anéanti), un conflit réel, qui se situe au niveau de la culture politique. De nombreux Français et autres Européens occidentaux sont hostiles à l'idée d'État tel qu'il existe aux États-Unis, un État conçu dans le seul et unique but de servir l'économie. C'est pour cela que j'envisage ce concept d'anti-américanisme comme une sorte de projet, et non de façon culturaliste : il s'agit d'un projet pour imaginer l'avenir. Il me paraît de plus en plus clair que les États-Unis n'assure plus cette fonction de modèle à suivre pour l'avenir, et ne recèle plus un imaginaire qui ferait figure d'archétype référentiel de la « modernité ».

En conclusion, pourriez-vous nous faire part de vos futurs projets, de vos champs d'investigation intellectuelle ou d'engagement ?

En ce moment, je travaille sur une étude de genre du polar en France et en Italie. Dans mon livre sur Mai 68, je mentionne que le polar constitue l'un des rares sites que j'ai trouvés où l'on cherche à relater une histoire politique du passé récent, en particulier après les années 1970, quand nombre de militants des luttes anticoloniales et des insurrections de 68 se sont mis à écrire des romans policiers. Ma recherche est centrée sur la transformation de la figure du détective dans le polar français : car il ne se pose plus en tant que « géographe social », comme le détective américain des années 1940 dont le rôle narratif était de tracer les grandes lignes d'une totalité sociale lors de ses mouvements urbains, et de faire se rencontrer ainsi des parties de la ville qui ne se croisent pas d'ordinaire. Dans le polar français d'après 68, on attribue à la figure du détective un nouveau rôle, plus historique par nature : celui de trouver une totalité historique. Sans s'en rendre compte ou en avoir l'intention, le détective figure une conscience historique dans un monde consacré à l'oubli. Il traduit, par exemple, comment certains aspects de la guerre d'Algérie subsistent et reviennent sous la forme de comportements fascistes dans les années 1980. Je viens de terminer un article sur l'œuvre de Jean-François Vilar, quelqu'un dont j'apprécie beaucoup les romans noirs. Pour les Italiens en revanche, l'important est de dresser la carte de la nouvelle économie globale du crime organisé, identifier les nouveaux circuits, acteurs et itinéraires qui sont devenus nécessaires aux énormes quantités d'argent qui doit passer par de nouveaux réseaux pour être blanchi, par exemple. J'estime les phénomènes italien et français infiniment plus intéressants que les assomants produits américains actuels, qui se nourrissent de la scientifique obsession des technologies ou de l'expertise médico-légale, ou pire encore, de la figure du « tueur en série ».

Entretien réalisé et traduit par Aude de Caunes

- 1 Kristin Ross, *Fast Cars, Clean Bodies. Decolonisation and the Reordering of French Culture*, Cambridge Mass, MIT Press, 1995 ; traduit en français : *Aller plus vite, laver plus blanc. La culture française au tournant des années 1960*, Abbeville, 1997.
- 2 Kristin Ross, *May' 68 and its Afterlives*. Chicago & London, The University of Chicago Press, 2002, p. 117 ; traduit en français : *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Complexe-Monde Diplomatique, 2005.
- 3 Kristin Ross, *The Émergence of Social Space ; Rimbaud and the Paris Commune*, University of Minnesota Press, 1988.
- 4 Kristin Ross, *Fast Cars, Clean Bodies ; Decolonisation and the Reordering of*

French Culture Cambridge Mass, MIT Press, 1995 ; traduit en français : *Aller plus vite, laver plus blanc. La culture française au tournant des années 1960*, Abbeville, 1997.

5 Richard Hoggart, *Uses of Literacy* (1957), Harmondsworth, Penguin Books, 1958 ; traduit en français : *La Culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970.

6 Raymond Williams, *Culture and Society 1780-1950*, Harmondsworth, Penguin, 1961.

7 Louis Althusser, « À propos de l'article de Michel Verret sur "Mai étudiant" », in *La Pensée*, n° 145, May-June 1969, pp. 3-14.

8 Henri Lefebvre, *Mai 68 ; l'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 1968.

9 Kristin Ross, *May' 68 and its Afterlives*. Chicago & London, The University of Chicago Press, 2002, p. 117 ; traduit en français : *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Complexe-Monde Diplomatique, 2005.

10 Daniel Bensaïd, « Red and Black » : critique de l'ouvrage de Kristin Ross, *May' 68 & its Afterlives*, in *Radical Philosophy* 119, May-June 2003.

11 *Ibid.*

12 Kristin Ross, *May' 68 and its Afterlives*, Chicago & London, The University of Chicago Press, 2002, p. 26 ; traduit en français : *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Complexe-Monde Diplomatique, 2005.

13 Étudiants inscrits dans l'équivalent des niveaux mastère et doctorat aux États-Unis ; note de traduction.

14 Étudiants inscrits dans l'équivalent du niveau licence aux États-Unis ; note de traduction.

15 *Anti-Americanism* ouvrage collectif sous la direction d'Andrew Ross et Kristin Ross, New York, New York University Press, 2004.

Intellectuels et engagement

Michel Surya

Directeur de la revue Lignes,

Dernier livre paru : *La Révolution rêvée*, Paris, 2004.

« La liberté de la littérature est au principe de toutes les libertés »

ContreTemps **Le Manifeste Trotski/Breton de 1938** dirait, écris-tu, « l'identité essentielle de l'art et de la révolution ». Le terme d'Art, unifie cependant, sous une même majuscule, ce qu'on appelait naguère les arts (en y incluant les techniques), et il réunit sous un singulier œcuménisme arts sacrés et arts profanes. On peut donc se demander si la célébration de cet Art ne s'inscrit pas dans la tendance fétichiste de la modernité à inventer de nouveaux dieux, tous aussi singuliers et majuscules : la Science, le Progrès, l'Histoire, l'Humanité, y compris la Révolution. Et l'Art, bien sûr, hypostasié par la nouvelle division du travail. Alors que Sartre revendiquait une littérature dépouillée du sacré, n'est-on pas alors devant sa resacralisation. Et l'Art, historiquement conçu, a-t-il jamais été autre chose que bourgeois ? Cette question semble préalable au rôle attribué à la littérature dans *La Révolution rêvée*. Tu accordes une importance justifiée au texte de Sartre abordant la littérature comme fait social : « La littérature est par essence la subjectivité d'une société en révolution permanente. » Pour Benda, au contraire, la littérature contemporaine devenait obscure, incommunicable, antisociale, séduite par les « prestiges usurpés de l'inconscient », hostile au réel. D'autres auraient dit « décadente ». Cette littérature serait selon lui une machine de guerre contre les Lumières, accompagnant un relativisme post-moderne avant l'heure. Tout ton livre justifie au contraire l'engagement de la littérature dans l'époque.

Michel Surya. La question par laquelle tu commences ne cesse pas d'être la question sur laquelle butent tous ceux qui se posent la question de l'art depuis, ou à partir de la politique. Et si j'avais dû me la poser moi-même, il est vraisemblable que je n'aurais pas entrepris l'écriture de ce livre. Il me faut donc le préciser, sinon tout ce que je dirai ira de travers, manquera de sens : je n'ai pas de réponse à cette question parce qu'en réalité je ne me la pose pas. Mais que je ne me la pose pas ne me fait pas ignorer qu'elle se pose. Et qu'elle s'est posée à ceux dont je parle dans ce livre, dont ce livre est l'histoire. Ce livre est quelque chose comme l'histoire de cette question. Et il me faut y répondre d'abord en tant que ce livre est la réponse que ceux qui ont fait cette histoire lui ont apportée. Je pourrais répondre ensuite en tant que j'ai fait moi-même l'histoire de cette histoire.